Projet d'amendement 6175

=== LIBE/6175===

Ligne budgétaire de référence : 16 05 01
<< déposé par Kathalijne Maria Buitenweg, Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures >>

Volume 4 (Section 3) - Commission

Article 16 05 01 Relais d'information

Modifier les commentaires et les chiffres comme suit:

16 05 01	PB 2004		APB 2005		PB 2005		AMENDEMENT		PB+AMENDEMENT	
	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements
Crédits	17 100 000	14 700 000	17 750 000	15 700 000	17 100 000	15 400 000	3 650 000	3 300 000	20 750 000	18 700 000
Réserves										

Intitulé:

Relais d'information

Commentaires:

Après l'énumération commençant par :

Ce crédit est destiné à couvrir:le support financier des relais .....dépenses liées à la coordination et l'animation de ces réseaux.

.....

et se terminant par :

les dépenses liées à la coordination et l'animation de ces réseaux.

Ajouter le texte suivant:

Ce crédit est aussi destiné à financer les activités d'organisations non gouvernementales qui fournissent des conseils aux citoyens pour aider ces derniers à faire valoir leurs droits européens.

Bases légales:

Actes de référence:

Justification:

Les citoyens n'ont pas seulement besoin d'informations; ils ont aussi besoin de conseils pour faire valoir leurs droits.

L'année dernière, un amendement insérant un commentaire concernant la nécessité de cofinancer les services de conseil aux citoyens a été adopté. La Commission n'a pas encore donné suite à ce commentaire. Le commentaire de cette année tend à élargir le cercle des bénéficiaires potentiels par rapport à ce que prévoyait l'amendement présenté par le Parlement l'an dernier, et cela afin qu'il soit tout à fait clair que nulle ressource n'est réservée à telle ou telle organisation, ce qui serait contraire au règlement financier. Le commentaire tend à cerner une série d'activités qu'il conviendrait de financer. Les fonds devraient aller aux meilleurs projets, et non

à des organisations désignées d'avance. Toutefois, il convient de s'assurer que les ONG et réseaux utilisés sont en mesure d'atteindre les citoyens qui, jusqu'ici, ont été "oubliés", et qui ont le plus besoin de conseils.

Dans l'amendement au budget 2004, le Parlement reconnaissait qu'il faudrait un montant de quelque 3 millions d'euros. Cependant, dans sa communication sur la mise en oeuvre de la stratégie d'information et de communication de l'Union européenne (COM(2004) 196 du 20 avril 2004), la Commission précise que toutes les ressources sont consacrées au réseau de relais d'information existants. Il est donc nécessaire d'augmenter la dotation de la ligne.

=-=-=-

Justification:

Une action préparatoire n'est pas un instrument approprié pour mettre en oeuvre les décisions des États membres concernant les cas d'asile individuels, d'autant que les pratiques et législations des divers États membres accusent actuellement des écarts considérables dans ce domaine.

=-=-=-

Il est proposé de maintenir la réserve afin de faciliter le caractère immédiatement opérationnel du Collège européen de police, aussitôt que le Conseil aura décidé de sa conversion en organisme européen.
=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-==-=-=-=-=-=-=-=-=-=